Sénat de Belgique.

SÉANCE DU 28 MAI 1837.

Rapport de la Commission chargée d'examiner le Projet de Crédit supplémentaire au Budget des Finances de 1835, pour paiemens des créances arriérées de 1831 et années antérieures.

MESSIEURS,

La Commission des Finances de l'autre Chambre, s'est livrée à l'examen du projet de loi, qui tend à ouvrir au Ministère des Finances un crédit supplémentaire de 258,634 francs 92 centimes pour les exercices de 1831 et antérieurs, et comme la Chambre des Représentans a adopté toutes les modifications que la Commission a cru devoir faire aux demandes du Gouvernement, il nous faudra la suivre dans sa marche, pour apprécier avec justesse l'opinion de cette partie de la Représentation nationale.

La distinction établie dans le Rapport de la Commission des Finances de la Chambre des Représentans, entre les dépenses déjà *acquittées* et les dépenses à *acquitter*, quoiqu'extrêmement simple, entraîne les conséquences les plus importantes, et l'emploi qu'on en fait paraît aussi conforme à la nature des choses qu'à notre législation. En effet, Messieurs, la Représentation nationale ne peut être appelée à voter que des allocations *pour des dépenses encore à faire, et point pour accorder des fonds à affecter au remboursement de dépenses déjà faites et non jugées par la Cour des Comptes*, parce que, s'il en était autrement, la décision des Chambres préjugerait celle de la Cour et rendrait vaine l'institution de cette dernière. Les dépenses *déjà acquittées* que porte le projet de loi Ministériel qui nous occupe ne peuvent donc pas rentrer dans le domaine de nos attributions, avant que la Cour des Comptes ne les ait jugées. Leur nombre est très considérable et opérera déjà une déduction très forte des sommes demandées.

Le projet d'un crédit de 258,634 francs 92 centimes en porte :

Art. 1, littera E	4,000	
Art. 2 N 1	10,245	
N 2	2,778	72
N 3	1,155	56
N 4	392	59
N 5	1,950	
N 6	520	
N 8	463	40
N 11	27,373	82
N 12	4,055	04
N 13	6,178	12
N 16	6,136	92
N 17	119	92
N 18	307	46
N 19	49	14

Les motifs que nous avons développés, doivent nous engager à refuser l'allocation de ces sommes.

Le Gouvernement ne se contente pas de nous demander des sommes pour des dépenses faites afin de satisfaire à des prétentions *qui sont déjà élevées*, mais il exige encore des allocations pour des prétentions *qui pourront encore s'élever* pour des éventualités. La Commission de l'autre Chambre qui a déjà désapprouvé tacitement le système des crédits pour éventualité, en retranchant tout ce qu'on demandait à ce titre, nous dispense d'en faire ici justice et d'insister sur des inconvénients inévitables, et la contradiction dans laquelle il se trouve avec les principes d'une saine économie sociale. Nous rejetons pour ce motif avec l'autre Chambre les sommes suivantes :

Art. 1, litt. A	477	12
litt. B	345	52
litt. E	13,181	79
Art. 3, N° 4	5,710	89

Une troisième catégorie de dépenses dont nous nous croyons obligés de proposer le rejet, consiste en traitements d'attente, secours annuels et autres qui ne reposent sur aucunes bases légales, et en frais que l'on veut faire supporter au trésor sans les avoir justifiés par aucune pièce d'appui.

Nous rejetons de ce chef

Art. 1, litt. C	6000	
litt. E, N 3	3590	07
litt. F	2538	62
litt. G	3174	60
litt. H	582	53
Art. 2, N 6	420	
N 7	629	43
N 8	463	40
N 9	1623	65
N 15	1	94
N 20	634	92
N 21	13,820	53

Pour ce qui concerne le rejet de toutes ces demandes nous sommes d'accord

(3)

avec la Chambre des Représentans dont sous ce rapport nous partageons entièrement l'opinion à un seul point près.

Comme on serait fondé d'invoquer la prescription contre les intérêts mentionnés *sub litterâ* A de l'article premier du projet, et qu'on ne pourrait être obligé de les payer que lorsque les ayant-droits, ou la déclaration du ministère auront prouvé que son cours a été interrompu, ou que les événemens de 1830 l'ont suspendu, on ne pourrait allouer les 5822 francs 88 centimes que la Chambre a votés que sur la présentation d'un rapport détaillé qui démontrerait que pour aucun poste de cet article, la prescription n'est acquise : notre position financière n'est point brillante et nous fait un devoir de l'esprit d'une sévère économie. Cette considération réduirait donc le crédit de 119,897 francs 92 centimes accordé par l'autre Chambre à 114,075 francs 04 centimes. Par rapport aux autres allocations votées par la Chambre des Représentans, leur légalité et leur montant étant dûment justifiés, nous ne pourrions qu'en proposer l'adoption.

A. DUPONT.

Le Marquis F. D'ENNETIÈRES.

Le Comte D'ESPIENNES, Rapporteur.